

04.09.2020 - La Tribune de Genève

## Les patrons s'unissent contre l'UDC et la gauche

### **Votation du 27 septembre** **Le patronat rejette l'initiative UDC, le salaire minimum et de potentielles hausses d'impôts.**

Les patrons genevois se mobilisent contre trois des nombreux objets soumis en votation le 27 septembre. «Ces propositions sont autant de coups de canif dans l'édifice de notre prospérité économique», a déclaré Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie, lors d'une conférence de presse jeudi matin. L'affiche éditée pour l'occasion résume cette pensée d'une manière plus prosaïque, avec un simple slogan: «Ça va ou bien?»

Les représentants patronaux combattent d'abord l'initiative de l'UDC visant à limiter l'immigration. «En résiliant l'accord sur la libre circulation des personnes, elle met en péril toute la voie bilatérale choisie par la Suisse dans ses relations avec l'Europe, dénonce Pierre-Alain L'Hôte, président de la Fédération des métiers du bâtiment. Or, cette voie a fait ses preuves depuis vingt ans et l'UDC ne propose aucune alternative valable.»

L'initiative de l'UDC va étouffer les entreprises qui ont besoin de la main-d'œuvre étrangère, poursuit le représentant du bâtiment. Elle va aussi leur fermer l'accès au marché européen, un débouché capital notamment pour l'horlogerie et la chimie. Pierre-Alain L'Hôte estime que la Suisse, et Genève en particulier,

a mis en place des dispositifs efficaces pour lutter contre la sous-enchère salariale.

Les patrons s'opposent aussi à la mise en place, dans le canton, d'un salaire minimum de 23 francs de l'heure. «Cela peut sembler un petit effort, relève Sophie Dubuis, présidente de la Fédération du commerce genevois. Mais cette mesure touche des entreprises qui ne bénéficient pas de marges importantes et sont soumises à une forte concurrence.» On trouve ces petits salaires avant tout dans le secteur du nettoyage, de l'hôtellerie-restauration ou encore dans l'industrie textile. Instaurer un salaire minimum reviendrait à adopter un système «à la française» qui «tirerait les salaires vers le bas», alors que les conventions collectives de travail ont, dit-elle, fait leurs preuves.

Blaise Matthey, directeur de la Fédération des entreprises romandes (FER), déplore aussi la rigidité du système. «Aucune exception n'est prévue pour les entreprises de réinsertion qui emploient des personnes légèrement handicapées. Celles-ci se verront du coup éjectées du marché du travail.»

Enfin, le patronat rejette l'initiative fiscale de la gauche, dite «Zéro pertes», qui vise notamment à renforcer la progressivité de l'impôt. «Genève est déjà le canton le plus gourmand fiscalement. Augmenter sa progressivité fera fuir les gros contribuables et ne remplira pas les caisses de l'État. La richesse ne pousse pas sur la plaine de Plainpalais.»

**Christian Bernet**